

## LE CAPITALISME A POUR SEUL HORIZON LA GUERRE : IL EST URGENT DE LE RENVERSER

Alors que des cessez-le-feu auxquels personne ne croit se succèdent, le détroit d'Ormuz est toujours bloqué ; après le génocide à Gaza, l'armée israélienne occupe le sud du Liban et y a fait en six mois plus de 700 morts et 2 000 blessés. Un état de guerre permanent s'installe dans de nombreuses régions du monde en particulier au Moyen-Orient, enfonçant toujours plus de peuples dans le chaos.

### PENDANT CE TEMPS, LES CAPITALISTES PROFITENT DE LA GUERRE

Au mois de mars, TotalEnergies a acheté tous les chargements disponibles de pétrole brut produit par les Émirats arabes unis et Oman. Bilan de cette opération spéculative : plus d'un milliard de dollars de profits. La hausse des prix du pétrole annonce les plus grands profits pour les multinationales de l'or noir. Aux États-Unis, les proches de Trump investissent dans la production de drones. Et partout dans le monde, les industriels de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. En France, Safran se félicite de son chiffre d'affaires en hausse, plus de 31 milliards d'euros pour 2025, Dassault de la commande de 100 de ses Rafale par l'Ukraine.

### POUR LES PEUPLES ET LES TRAVAILLEURS : DES BOMBES ET LA MISÈRE

Selon le dernier rapport du Fonds monétaire international, « près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles ». Avec la rupture des chaînes d'approvisionnement de l'énergie, les cours flambent et certains pays rationnent l'électricité. Alors que l'approvisionnement en engrais est touché, la crise alimentaire menace de nombreuses régions du monde avec une hausse des prix de l'alimentation. Les pays les plus riches ne sont pas épargnés : aux États-Unis, en mars, l'inflation a atteint 3,3 % sur un an.

Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde a augmenté son budget militaire. Conséquences : des profits record pour les marchands de canons, mais des coupes dans les budgets sociaux et des attaques

contre les classes populaires.

### ILS ONT DES MILLIARDS, NOUS SOMMES DES MILLIONS !

Tant que nous restons l'arme au pied, la classe capitaliste en profite pour nous imposer ses priorités : ses propres profits, qui passent par mettre la planète à feu et à sang, réduire toujours plus les salaires de celles et ceux qu'elle exploite et dégrader leurs conditions de travail et de vie. Ou licencier massivement, comme Stellantis qui vient d'annoncer la fermeture de l'usine de Poissy en région parisienne. Mais tous ensemble, nous avons la force de nous faire craindre. Par des grèves, comme il y en a eu pour réagir contre les augmentations dérisoires annoncées suite aux négociations annuelles obligatoires (NAO). Par des manifestations, dont la portée peut être internationale. Aux États-Unis, les manifestations « No Kings » contre Trump ont réuni plus de 8 millions de personnes. En Israël, les manifestations montrent que l'opposition à la guerre sans fin menée par le gouvernement de Netanyahu existe parmi la population.

Dans la situation ouverte par la guerre impérialiste au Moyen-Orient, prendre des initiatives est essentiel. C'est pourquoi, le rassemblement du 17 avril dernier à Paris appelé par le Parti des travailleurs, le NPA-Révolutionnaires et l'UCL et auquel se sont joints Lutte ouvrière et Révolution permanente, aussi modeste soit-il, est un premier pas. Avec 500 personnes rassemblées pour dénoncer la guerre et notre propre impérialisme, et une prochaine réunion prévue cette semaine, ce cadre unitaire est peut-être la possibilité d'initiatives de plus grande ampleur pour les semaines qui viennent.

Et déjà, le 1<sup>er</sup> mai. Lors de la journée internationale de lutte du mouvement ouvrier, que le gouvernement Macron prétendait encore une fois attaquer, soyons nombreux dans la rue pour dénoncer les guerres impérialistes dont notre gouvernement est complice, et leurs conséquences pour les peuples à travers le monde.

## JOURNÉE DU 21 AVRIL : ON RESTE ORGANISÉS

Sous un beau soleil de printemps, les grévistes de Cenexi se sont retrouvés mardi afin de discuter des salaires, des conditions de travail, de l'ambiance... Depuis le mouvement de février, c'est devenu un rendez-vous régulier. C'est toujours un plaisir de se retrouver sur notre temps de travail avec les collègues ! Et c'est aussi un beau moyen de continuer de faire vivre notre combat et de rester organisés contre le patron.

## RUMEURS TOXIQUES

Dernièrement, on entend des rumeurs selon lesquelles on n'aurait pas bien mené la grève ou les NAO : la direction aurait proposé 35 € voire 40 €, et ce sont les syndicalistes qui auraient eu la bêtise de ne pas accepter. Mais bizarrement, il n'y a de trace écrite de ces propositions nulle part. Et, si jamais elles ont existé, il était hors de question de les accepter avant d'avoir pu en discuter avec les grévistes ! La direction a beau jeu de faire courir ou de laisser circuler de telles rumeurs. Ne nous laissons pas diviser par ses manœuvres grossières !

## OÙ VA L'ARGENT ?

Chaque année, une expertise est commandée par le CSE pour savoir où va l'argent de la boîte. Selon le rapport, le recours aux heures sup' et à l'intérim est « très élevé ». Deux moyens pour la boîte de ne pas embaucher, et d'avoir un moyen de pression sur les collègues. Pendant l'année, les heures sup' permettent aux chefs de se mettre des salariés dans la poche et de ne pas augmenter les salaires. Et quand nous entrons en mouvement, les heures sup' permettent de rattraper la production, tandis que l'intérim donne accès à une main d'œuvre qui ne peut pas faire grève de peur d'être mise en fin de mission. Tout ce « gaspillage » d'argent est en fait logique du point de vue des patrons : autant de moyens de nous diviser, et de ne surtout pas nous augmenter !

## LA GEN Z A BIEN RAISON !

On entend beaucoup que les nouvelles générations ne se prennent pas la tête dans le taff. Face aux salaires insuffisants et au manque de moyens donnés par les patrons (humains, matériels...) les jeunes adoptent une certaine distance au travail. Même *Le Figaro* reconnaît que « Le capitalisme a cessé de fonctionner pour les jeunes ». Alors on ne peut que leur donner raison : il n'y a pas marqué « pigeon » !

## 700 000 €, C'EST PLUS QUE LES NAO

Nous avons appris que Cheplapharm a donné une prime de 700 000 € pour une commande produite selon ses exigences. Les salariés n'en ont pourtant pas vu la couleur. À elle seule, cette somme dépasse l'enveloppe des NAO ! C'est dire la considération que la direction a pour les collègues. Et elle ose ensuite prétendre avoir fait un effort pour nos salaires ! Comme quoi, ce n'est pas un problème d'argent. Une raison de plus de se battre !

## Y A LE FEU

L'inflation du prix de l'essence menace désormais de contaminer les autres secteurs de production : nourriture, électricité, gaz... c'est toutes nos factures qui risquent d'augmenter. Déjà, à Cenexi, certains collègues prennent le RER au lieu de la voiture pour ne pas être dans le rouge. Mais pourquoi ce serait à nous de payer leur crise ? Si les prix montent, les salaires doivent suivre !

## À LA BONNE SANTÉ DES PATRONS !

Le 8 avril, le patronat avait mis les petits plats dans les grands pour inviter Marine Le Pen chez Drouant, une grande table parisienne. Se trouvaient autour de la table Bernard Arnault, PDG de LVMH et homme le plus riche de France, Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies, Paul Hermelin, PDG de Capgemini, un fils Bolloré et tout le gratin du CAC40. Le 20 avril Patrick Martin, le patron des patrons, remet le couvert : il a invité Jordan Bardella à déjeuner au siège du Medef. Les dirigeants du Rassemblement national ripaillent avec les grands patrons et trinquent à leur santé : tout un symbole des liens qui unissent les uns et les autres.

## LA LOI YADAN REPOUSSÉE MAIS PAS ABANDONNÉE

Face au succès de la pétition contre le projet de loi Yadan (700 000 signatures vérifiées en quelques semaines !) et aux nombreuses manifestations de protestation, le gouvernement a renoncé à la faire adopter immédiatement. Toutefois, il a annoncé qu'un texte équivalent serait examiné au mois de juin, à la satisfaction de Caroline Yadan, autrice du texte qui criminalise la solidarité avec les Palestiniens et la dénonciation du génocide de Gaza en les assimilant à une forme d'antisémitisme. Cette manœuvre a peut-être pour but de démobiliser les opposants à cette loi en espérant qu'elle passera plus facilement à l'approche des vacances d'été. Alors, restons vigilants !